

Saint Jean d'Angély, le 21 MARS 2025

ACTE :

Publié le : 21 MARS 2025

Notifié le : 21 MARS 2025

Transmis au Contrôle de Légalité

le : 21 MARS 2025

SYLVAMO FORÊT SERVICES
Monsieur Emmanuel RIPOUT
17 avenue Maillard
19100 BRIVE-LA-GAILLARDE

NON-OPPOSITION A UNE DÉCLARATION PRÉALABLE N° DP 17347 25 00034

PRONONCÉE PAR LA MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

Descriptif de la demande :

Dossier déposé le 07/03/2025

Avis de dépôt publié le 07/03/2025

Objet des travaux :

↳ Coupe et abattage d'arbres

Adresse de l'immeuble : **Vallée des Bois – 17400 SAINT JEAN D'ANGÉLY**

Terrains cadastrés : AN196, AN200, AN199

La Maire :

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n° 83-08 du 07 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983,

Vu le décret n° 83-1261 du 30 décembre 1983 relatif aux permis de construire,

Vu le décret n° 85-893 du 14 août 1985 relatif aux modalités d'établissement par les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de statistiques en matière d'urbanisme,

Vu le code de l'urbanisme notamment les articles L. 421-1 et suivants et R. 421-1 et suivants,

Vu l'arrêté Préfectoral n° 04-4118 du 18 novembre 2004 fixant les catégories de coupes et abattages d'arbres dispensées de déclaration préalable en Espace Boisé Classé,

Vu le plan local d'urbanisme (PLU) approuvé le 9 février 2012 mis en révision le 28 mai 2015, la modification simplifiée n° 1 approuvée le 19 septembre 2013, la modification simplifiée n° 2 approuvée le 12 décembre 2013, la modification simplifiée n° 3 approuvée le 4 octobre 2018, la modification simplifiée n° 4 approuvée le 26 septembre 2019, la modification simplifiée n° 5 approuvée le 29 juin 2023, la modification n° 1 approuvée le 9 mars 2023 et notamment le règlement de la zone Ni,

Vu la déclaration préalable susvisée et le dossier qui l'accompagne,

Vu l'avis favorable en date du 11 mars 2025 de la DDTM - Service Eau, Biodiversité et Développement Durable,

Considérant que le projet porte sur la coupe et l'abattage d'arbres sur des terrains situés dans un Espace Boisé Classé figurant au plan de zonage du Plan Local d'Urbanisme,

ARRÊTE

ARTICLE UNIQUE : il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable susvisée **sous réserve de respecter les prescriptions édictées ci-après** :

➤ **Prescriptions du Service Eau, Biodiversité et Développement Durable :**

Suivant l'arrêté n°04-4118 d'autorisation de coupes par catégories (cf : copie AP) qui dispense le dépôt d'une autorisation préalable en Espace Boisé Classé (EBC), prévue par l'article L.130-1 du Code de l'urbanisme "*catégorie 2 : coupes rases de peupleraie d'une surface maximale de 1 ha sous réserve de reconstitution de l'état boisé dans un délai de 5 ans à compter du début de la coupe*".

• **Les mesures spécifiques du volet forestier à prendre en compte :**

- l'exploitation des bois devra être effectuée après la période de nidification de la faune, **soit en dehors du 31 mars au 31 juillet** ;
- la plantation des peupliers peut être réalisée selon un maillage **8m x 8m, soit 156 tiges/ha** en site Natura 2000 à privilégier, (en dehors ZPS maillage « standard » 7m x 7m, soit 200 tiges/ha), afin de laisser la végétation humide se développer dans les zones identifiées les plus intéressantes "mégaphorbiaies" ;
- conserver l'alignement d'arbre pouvant constituer la "ripisylve" ou par la création/maintien d'une lisière étagée d'aulne en bordure du cours d'eau, avec un retrait à partir de 7 à 10 mètres minimum à partir du cours d'eau existant et des premières lignes de plantations en peuplier ;
- pas de traitement phytosanitaire (aucun apport de fertilisant ni désherbage chimique) ;
- fauche extensive, soit une fois par an maximum, à partir de la fin du mois d'août/début septembre pour ne pas affecter la faune ;
- pas de taille de formation et élagage entre le **1^{er} mars et le 31 juillet** (préservation des habitats du site) ;
- entretien tous **les 3 à 5 ans** pour les habitats "phragmitaies et mégaphorbiaies" en fonction de l'évolution des parcelles ;
- retrait des protections plastiques à **5-6 ans** (en même temps que le dernier élagage).

Ces préconisations peuvent s'ajouter à l'itinéraire sylvicole standard du peuplier, qui comprend taille de formation et élagage.

• **Interventions suivies des entretiens :**

N+1 broyage des interlignes de peupliers et taille de formation.

N+3 broyage des interlignes et élagage à 2.5m.

N+4 broyage des interlignes et élagage à 4 m.

N+5 broyage des interlignes et élagage à 6m.

➤ **PRESCRIPTIONS COMMUNALES PERMANENTES :**

Les dégâts occasionnés à la voirie ou au trottoir devront faire l'objet d'une remise en état par le demandeur.

La présente autorisation ne dispense pas le pétitionnaire de solliciter une autorisation de voirie auprès des services techniques de la Ville, dans l'hypothèse où la réalisation des travaux nécessiterait la pose d'un échafaudage, la modification du trottoir, le stationnement d'un véhicule de chantier ou toute autre nécessité d'occupation du domaine public.



L'adjoint à la Maire délégué à l'urbanisme,
Jean MOUTARDE

NOTA : Le pétitionnaire est informé qu'il n'est conseillé de débiter les travaux qu'après l'expiration du délai de recours, soit 2 mois après l'affichage sur le terrain du présent arrêté.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DELAIS ET VOIES DE RECOURS : le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet, il peut adresser un recours contentieux au tribunal administratif de Poitiers (15 rue de Blossac – CS 80541 – 86020 POITIERS CEDEX) ou en le déposant en ligne sur l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr/>). Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme ou le Préfet pour les arrêtés délivrés au nom de l'État. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

DUREE DE VALIDITE : par application du décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 :

- le délai de validité des permis de construire, d'aménager ou de démolir et des décisions de non-opposition à une déclaration préalable portant sur des travaux est porté à **TROIS** ans.
- l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an si les prescriptions d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous devez adresser votre demande de prorogation en deux exemplaires par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité conformément aux articles R.424-21 à R.424-23 du Code de l'Urbanisme.

ATTENTION l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) ainsi que l'autorité qui l'a délivrée au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.

- dans le délai de trois mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégale. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) et de lui permettre de répondre à ses observations.

AFFICHAGE : Conformément à l'article R. 424-15 du Code de l'Urbanisme « Mention du permis explicite ou tacite ou de la déclaration préalable doit être affichée sur le terrain, de manière visible de l'extérieur, par les soins de son bénéficiaire, dès la notification de l'arrêté ou dès la date à laquelle le permis tacite ou la décision de non-opposition à la déclaration préalable est acquis et pendant toute la durée du chantier. Cet affichage mentionne également l'obligation, prévue à peine d'irrecevabilité par l'article R 600-1, de notifier tout recours administratif ou tout recours contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire du permis ou de la décision prise sur la déclaration préalable. En outre, dans les huit jours de la délivrance expresse ou tacite du permis ou de la décision de non-opposition à la déclaration préalable, un extrait du permis ou de la déclaration est publié par voie d'affichage à la mairie pendant deux mois... »

COMMENCEMENT DES TRAVAUX : les travaux peuvent démarrer après avoir :

- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier un panneau visible depuis la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A.424-19 est disponible sur le site internet urbanisme du gouvernement.

DROITS DES TIERS : l'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers. Elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.